ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mai 2008

MODERNISATION DES INSTITUTIONS DE LA Vème RÉPUBLIQUE - (n° 820)

Commission	
Gouvernement	

SOUS-AMENDEMENT

N° 579

présenté par
M. Lagarde
et les membres du groupe Nouveau Centre

à l'amendement n° 42 rect. de la commission des lois

à l'ARTICLE PREMIER

Dans l'alinéa 2 de cet amendement, substituer au mot :

« spécifiques »,

les mots :

« relatifs au financement des partis politiques »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par ce sous-amendement, il convient de permettre l'octroi de droits financiers aux partis et groupements politiques qui n'appartiennent pas à la majorité dans les assemblées délibérantes.

En effet, le premier des droits qui doit être garanti, afin que l'indépendance et l'expression des partis et groupements politiques qui ne participent pas de la majorité puissent s'exercer, est le droit à un financement autonome. Par ce sous-amendement, il est proposé que les groupes régulièrement formés dans les assemblées délibérantes, et qui ne participent pas de la majorité, puissent bénéficier de garanties financières, nécessaires à leur existence.